DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EGALITE-FRATERNITE

ARRETE REGLEMENTANT LA CIRCULATION

publié le 08/08/2024

MAIRIE DE CABANNES

REFECTION OUVRAGE CHEMIN DU MAS DE LA POULE

EXTRAIT

Du Registre des Arrêtés du Maire

179/2024 2 feuilles

Monsieur Le Maire de CABANNES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2,

Vu le Code de la Route, article 417-10;

Vu le décret 2006-1099 relatif aux bruits de chantier,

Vu la demande en date du 29 juillet 2024, de Madame MIDI TRAVAUX SAS, 4900 chemin des Châteaux, 84300 CAVAILLON, tendant à obtenir une demande d'arrêté de police de la circulation, chemin du Mas de la Poule, 13440 à Cabannes, pour des travaux de réfection d'ouvrage, à partir du 26/08/2024 pour 30 jours calendaires,

Considérant qu'à l'occasion des travaux effectués par l'entreprise MIDI TRAVAUX SAS, il y a lieu dans l'intérêt général et la sécurité publique de réglementer la circulation sur les voies concernées,

ARRETE

ARTICLE 1: Les travaux de réfection d'ouvrage, sont prévus à partir du 26/08/2024 pour 30 jours calendaires

ARTICLE 2: La circulation sera interdite, sauf riverains, dans le sens des points de repères décroissants. Des panneaux de signalisation seront installés par le demandeur

ARTICLE 3: Le présent arrêté sera affiché en Mairie ainsi que sur le lieu du chantier.

<u>ARTICLE 4</u>: Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procèsverbal conformément à l'article R 417-10 du Code de la Route et tout véhicule en stationnement gênant sera enlevé et mis en fourrière.

ARTICLE 5 : l'entreprise MIDI TRAVAUX SAS devra rendre la chaussée propre et libre à la circulation.

ARTICLE 6: La commune dégage toute responsabilité pour tout dommage résultant du fait de l'occupation et/ou des installations du pétitionnaire. Ce dernier est tenu d'informer son assureur de cette renonciation à recours contre la commune.

ARTICLE 7: Madame le directeur général des Services ainsi que les agents de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la brigade territoriale de gendarmerie d'Orgon.

- Madame Audrey , le demandeur

- Les agents de la Police Municipale

- Le responsable des services techniques de CABANNES

Fait à CABANNES, le 30 juillet 2024

Le Maire

Gilles MOURGUES

LE MAIRE.

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- En vertu des articles L. 431-1 et L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :
- D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de
- D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.